

Ruralia

Ruralia

Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

16/17 | 2005

Varia

Le communisme rural en Limousin : de l'héritage protestataire à la résistance sociale (de la fin du 19^e siècle aux années 1960)

Dominique Danthieux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1077>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Dominique Danthieux, « Le communisme rural en Limousin : de l'héritage protestataire à la résistance sociale (de la fin du 19^e siècle aux années 1960) », *Ruralia* [En ligne], 16/17 | 2005, mis en ligne le 01 juillet 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1077>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Le communisme rural en Limousin : de l'héritage protestataire à la résistance sociale (de la fin du 19^e siècle aux années 1960)

Dominique Danthieux

- 1 Les trois départements limousins, la Corrèze et la Haute-Vienne surtout, furent dès les années 1920 et demeurent aujourd'hui encore une terre d'implantation communiste. Les porcelainiers et ouvriers en chaussure de Limoges, les gantiers de Saint-Junien, les métallos de la manufacture de Tulle lui procurèrent rapidement sa base ouvrière. Mais dans cette région où, jusque vers 1960, la majorité des habitants vit dans les campagnes, le Parti communiste français (PCF) a pénétré le milieu rural et y a acquis une situation parfois supérieure à celle qu'il détient en milieu urbain. C'est aux confins des trois départements, là où l'altitude dépasse 500 mètres et où la vigueur des reliefs donne naissance à la Montagne limousine, cœur régional de hautes terres adossées aux plateaux auvergnats, que s'épanouit le communisme rural limousin.
- 2 Cette petite montagne qui confère au Limousin sa personnalité fut de longue date, eu égard à la rudesse de son climat, à la pauvreté de ses sols et à l'isolement de ses habitants, considérée par l'élite savante comme un lieu où la vie était encore « incomplète et arriérée »¹. Dès les années 1930, puis après 1945, le communisme se répand dans la Châtaigneraie limousine, aux confins de la Haute-Vienne et de la Dordogne, autre région à la réputation d'archaïsme et d'isolement.
- 3 On retiendra ici la tendance du communisme à s'implanter dans des terres pauvres. Sous les cieux bretons de Plozévet – commune « rouge » dès le 19^e siècle –, le communisme triomphe après-guerre dans les secteurs reculés et pauvres de la commune bigoudène, s'imposant dans la vie locale par le biais de micro-identités territoriales et villageoises². En ce cas, il répondrait à un désir de modernité car « la propagande inlassable des militants socialistes puis communistes n'a pu être sans influencer fortement cette montée vers l'amélioration de la vie de chaque jour »³. Jules Fraisseix, l'auteur de ces lignes, n'a

sans doute pas totalement tort : le Parti et sa presse témoignent d'un ailleurs où se bâtirait un avenir meilleur. Bien entendu, nul ne peut aujourd'hui ignorer quel désastre humain et économique accompagna la collectivisation des terres en URSS mais, à l'époque, la description de l'expérience soviétique élargit l'horizon du paysan. En ce sens, il y eut bien éveil à une certaine modernité. Il nous faut pourtant réfléchir à la signification profonde de cette adhésion au communisme que l'on peut recouvrir de significations multiples. On soulignera ainsi l'ambiguïté essentielle du communisme rural – voire du communisme en général –, fondée sur la dualité entre « Prométhée et Kupamanduka », entre « ouverture sur de vastes horizons et, de l'autre, défense d'une société figée, close, quasi-autarcique »⁴. Ces tiraillements résident dans l'irréductible conflit entre la promesse du progrès formulée par les idéologies de gauche – de la République au communisme – à laquelle aspirent les campagnes qui se refusent à l'isolement absolu et la « conscience malheureuse » née du pressentiment de leur finitude développé au contact des sociétés urbaines et industrielles.

- 4 Le communisme en général et le communisme rural n'occupent toutefois qu'une portion congrue dans la production historiographique dédiée à l'histoire politique locale. L'historien américain Laird Boswell y consacra sa thèse soutenue à l'Université de Californie en 1988 et l'ouvrage demeure sur la question un des principaux travaux⁵. Bien que l'espace de son étude épouse les limites de la région communiste telle que définie dans les années 1920, l'essentiel porte sur la haute Corrèze où les sources se révèlent abondantes et riches. D'autres approches se consacrent davantage aux aspects culturels plus qu'organisationnels du communisme rural limousin⁶. Cette entreprise peut s'avérer féconde puisque de nombreux travaux s'attachent à dessiner un communisme aux couleurs régionales, moins monolithique et enrichi de toute une culture et un contexte spécifiques rapportant le sujet à sa dimension anthropologique⁷.
- 5 Une telle problématique guide les études de Gérard Monédiaire et Michel Patinaud⁸. Chacun livre du communisme limousin une vision conditionnée par une histoire agrémentée de nombreux conflits, exclusions et scissions : notamment celles de Georges Guingouin au milieu des années 1950 et de Marcel Rigout avec l'Association pour la démocratie et le socialisme (ADS) en 1987⁹. Cette approche rejoint la thèse du Limousin « terre rebelle », chère à tout un courant de pensée régional pour qui le Limousin est une terre de « résistances » au sens le plus large du terme, où les paysans auraient toujours montré l'exemple en refusant l'autorité centralisatrice de l'État et en s'insurgeant, notamment, contre Vichy et l'occupant allemand. Vision somme toute classique plaçant dans la continuité les révoltes paysannes du passé et la tradition de gauche. À cela s'ajoute un courant prônant l'indépendance par rapport aux appareils politiques ; refus de l'autorité placé là aussi sous l'invocation de l'esprit « libertaire » du paysan, maître de sa terre et de son destin.
- 6 Ces explications ne sont pas à dédaigner mais en privilégiant les ruptures, elles minorent les phénomènes d'adhésion et d'implantation¹⁰. Il s'agira donc ici de comprendre, en remontant vers l'amont, comment et pourquoi le communisme s'est déployé dans les campagnes, de sa « protohistoire » à son apogée dans le monde rural que l'on situera au début des années 1960, période correspondant par ailleurs à la phase de dépérissement des sociétés « traditionnelles ». On privilégiera ainsi la continuité en tenant compte de ce que le communisme rural tire ses origines du « temps long » de la vie politique locale, bien que le soubassement culturel n'explique pas tout et que, loin d'être immuable, il se transforme au fil du temps.

La formation d'un espace

- 7 En Limousin, le PCF s'impose rapidement en Corrèze comme une composante forte de la vie politique locale. Aux élections législatives de 1924, il emporte l'adhésion de 20 % des électeurs. Malgré une régression à 15 % correspondant à « l'étiage » du Parti aux élections de 1932, il réalise un score de 21,6 % en 1936, démontrant à la fois sa grande stabilité et son incapacité à conquérir une plus large audience ¹¹. En Haute-Vienne, son évolution est plus chaotique et les variations dans l'électorat répercutent les hésitations et les blocages du mouvement communiste dans ce département dominé par la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). De 6 % en 1924, ses suffrages s'élèvent à 21 % en 1928, ce qui lui vaut l'élection d'un député, ils fléchissent à 11 % en 1932 pour se redresser à 17 % en 1936 ¹². Le communisme creusois n'obtient au mieux en 1936 que 11,3 % des suffrages exprimés ¹³. En 1946, le PCF recueille plus de 30 % des voix sur les hautes terres des trois départements et dans le sud-ouest de la Haute-Vienne. Sa répartition reproduit – en Haute-Vienne notamment – celle du vote SFIO en 1914. Le communisme, au faîte de sa croissance, remporte huit sièges de députés (trois en Haute-Vienne et en Corrèze, deux en Creuse) entre 1945 et 1958.
- 8 On ne peut dessiner une géographie électorale du communisme sans en esquisser la géographie militante car, dans l'optique du parti révolutionnaire, le travail d'organisation des masses compte autant sinon davantage que les succès électoraux. Au début de 1945, la densité communiste dans les régions agricoles dépasse celle des régions industrielles. Le communisme devient alors « un phénomène essentiellement rural » ¹⁴. À première vue, le parti doit cette implantation au capital de sympathie que lui procure son action dans la « lutte antifasciste ». Plus que dans ses bastions industriels et urbains, le PCF acquiert une dynamique nouvelle dans les départements ruraux où il réussit une percée chez les ouvriers et les paysans. La guerre et la Résistance suffisent-elles seules à expliquer ce phénomène ?
- 9 En Limousin, cette implantation est ancienne et dès les années 1920, les campagnes fournissent au Parti l'essentiel de son armature. En février 1929, lors du congrès de la Région limousine du PCF, les chiffres avancés par la direction locale attestent la prédominance de la cellule de village sur la cellule de quartier ou d'usine.

Tableau 1 : L'implantation communiste dans la Région limousine du PCF au début de 1929

	Adhérents	Cellules de quartiers	Cellules de gares et d'usines	Cellules de villages
Haute-Vienne	593	9	1	28
Corrèze	500	2	3	42
Creuse	350	-	-	30
Dordogne	450	4	1	45

- 10 Ces chiffres ne doivent pas faire illusion, le parti reconnaît la faiblesse d'organismes animés parfois par quatre à cinq adhérents, y compris dans des régions où il dispose d'un réservoir important de voix. Ce constat s'étend à l'ensemble des départements de la Région communiste limousine. Si le parti prêche un renforcement de ces organismes, sa position n'en est pas moins ambiguë. Il persiste, en application des directives nationales, à rechercher sa légitimité auprès des ouvriers des centres urbains là où réside sa « véritable base qui est l'usine »¹⁵. La cellule villageoise semble donc un organisme original mais encombrant, dont le parti ne sait trop que faire.
- 11 La tendance à la suprématie des lieux de vie sur les lieux du travail se confirme dans les années suivantes. Bien que la terminologie adoptée gomme la distinction entre cellules urbaines et cellules villageoises, le nombre élevé de cellules locales rapporté à la faible urbanisation des trois départements laisse présager la place non négligeable dévolue aux campagnes. En Haute-Vienne, on dénombre ainsi, en 1939, 27 cellules urbaines pour 68 cellules rurales¹⁶. Par ailleurs, les années retenues pour la confection de ce tableau étayent l'idée d'une poussée militante du « Parti des 75 000 fusillés », négligeant de mentionner un effort de structuration qui démarre avec le Front populaire et se trouve amplifié par la guerre¹⁷.

Tableau 2 : L'implantation du PCF en 1937 et 1945¹⁸

	Adhérents 1937	Adhérents 1945	Cellules locales 1937	Cellules locales 1945	Cellules d'entreprises 1937	Cellules d'entreprises 1945
Haute- Vienne	4 200 (avec la Creuse)	8 300	94	287	7	35
Corrèze	2 650	8 152	108	277	7	46
Creuse	-	4 046	54	168	1	7

- 12 L'effort se poursuit et s'intensifie durant les années de Guerre froide et la Haute-Vienne compte, en 1949, 12 235 adhérents au PCF¹⁹. Dans les campagnes, le Parti accède enfin au rang d'organisation de masse. En Haute-Vienne, le PCF a doublé le nombre de ses organismes entre 1939 et 1949, passant de 15 à 34 sections dont dépend un nombre variable de cellules²⁰. L'implantation se renouvelle : dans neuf cas, on assiste à la création de sections dans des communes qui étaient en 1939 dépourvues de toute structure liée au PCF, dans six communes une section se substitue à une cellule existante avant guerre, pour le reste le Parti consolide ses bases géographiques coutumières tout en y renforçant considérablement le nombre de ses adhérents²¹. Les lignes de force des années 1930 sont conservées, les hautes terres des cantons de Châteauneuf, Eymoutiers ou Ambazac figurent comme autrefois parmi les bastions du Parti ; la poussée enregistrée à partir de 1935 dans les cantons du sud-ouest (Saint-Mathieu, Oradour-sur-Vayres) se confirme et un espace où la présence communiste se densifie s'organise de Saint-Mathieu à Saint-Yrieix ; fait nouveau et remarquable, le PCF réussit à former des sections et à recruter des

militants dans les terres jadis hostiles de la Basse Marche, cinq des neuf sections créées après-guerre se situant dans l'arrondissement de Bellac.

- 13 Quelle place tient, dans tout cela, la Résistance ? Le parallèle entre anciennes zones de maquis et croissance de l'organisation paraît s'imposer. Il a tout d'une évidence dans la région d'Oradour-sur-Vayres mais on nuancera ailleurs ce point de vue. En effet, la Résistance communiste s'est développée dans des régions où les sympathies communistes étaient nombreuses et le Parti n'a fait là que pénétrer un tissu poreux, déjà fortement imprégné par ses idées ²². La lutte des années sombres a pu inciter des hésitants à franchir le pas de l'adhésion. De jeunes sympathisants, proches par tradition familiale de la SFIO, n'ont pas attendu la guerre pour rejoindre le PCF, estimant qu'il défend la République alors que des socialistes locaux intriguent pour échapper à une alliance susceptible d'éroder leurs positions.
- 14 En Corrèze, le PCF gagne encore en audience électorale dans ses bastions d'avant-guerre, là où l'action de la Résistance brilla par son intensité. Le communisme rural corrézien confine à son apogée à la charnière de la décennie 1940-1950 et il le doit, selon Laird Boswell, tout autant au travail de ses militants qu'au prestige de la Résistance ²³.
- 15 La problématique retenant la Résistance pour unique élément de causalité de la pénétration communiste en milieu rural reste malgré tout réductrice, car entrent en jeu à la fois des facteurs culturels et d'autres découlant de l'évolution des sociétés rurales et de l'intensification des luttes sociales dans les campagnes au long du siècle.

Éléments pour une généalogie du communisme rural

- 16 Le communisme s'inscrit dans une tradition de révolte et de résistance à l'État qui n'a rien de révolutionnaire mais place les notions de mobilisation et de lutte au cœur d'un registre ancré dans l'histoire de la paysannerie du grand Sud-Ouest. S'abreuvant au souvenir des révoltes paysannes de l'Ancien Régime, le 19^e siècle marque la lente extinction de cette culture protestataire dans son expression la plus radicale et son progressif transfert en direction de familles politiques qui en recueillent l'héritage et savent ponctuellement en ranimer la flamme, tout au moins sur un plan symbolique. Les communistes paysans, tel Renaud Jean, ont une connaissance intime de ce registre sur lequel ils s'appuieront le moment venu. En ce sens, ainsi que le fait remarquer Max Lagarrigue, la réussite du député du Lot-et-Garonne « tient plus à sa connaissance d'une culture politique dont il est le produit qu'à son engagement idéologique » ²⁴.
- 17 Le passé limousin est riche de ses émotions paysannes autrefois engendrées par les excès des gens de guerre ou les offensives fiscales de la monarchie absolutiste ²⁵. En plein 19^e siècle, la fusillade d'Ajain, aux portes de Guéret, consacre l'échec sanglant d'un mouvement antifiscal ²⁶. Sur un plan politique, l'opposition au coup d'État de 1851 constitue en milieu rural la première pierre de l'édifice de la « terre rebelle ». Faute de soulever les ouvriers de Limoges placés sous la surveillance de l'armée, les démocrates de la cité porcelainière déplacent dans les campagnes l'insurrection contre Louis-Napoléon Bonaparte. Les événements les plus sérieux se déroulent au sud de Limoges dans les communes de Saint-Paul, Saint-Bonnet-la-Rivière (aujourd'hui Saint-Bonnet-Briance) et Linards (cantons de Pierre-Buffière et Châteauneuf) : une colonne d'insurgés se forme et se donne pour objectif, sous la conduite de notables démocrates-socialistes, d'investir la capitale régionale au prix d'extravagants détours. Le cortège est arrêté et dispersé par les

hussards à l'entrée du bourg de Linards ²⁷. Au sud-ouest de la Haute-Vienne, un second foyer insurrectionnel se déclare autour d'Oradour-sur-Vayres, lui aussi promptement réduit. L'affaire aurait dû revêtir davantage d'ampleur et enflammer la Corrèze si un contrordre n'avait été transmis depuis Limoges, trop tard cependant pour freiner les premières initiatives.

- 18 La condamnation des principaux acteurs et leur exil n'ont pas empêché la survivance des thèmes propagés à l'époque. En 1854, les paysans d'Oradour-sur-Vayres se révoltent contre la cherté des grains et, bien que les faits rappellent encore les traditionnelles émeutes frumentaires, le discours des émeutiers s'agrément de références inédites à l'égalité et à la justice sociale, scories de l'argumentaire « democ-soc » ²⁸. Christian Palvadeau et Jean Marion, scrutateurs attentifs de l'insurrection de Linards, estiment que la mémoire du 6 décembre survécut jusqu'à la guerre de 1914-1918, puis s'estompa.
- 19 Ne sous-estiment-ils pas la force de la transmission orale dans la société rurale traditionnelle ? Philippe Grandcoing montre ainsi que les émeutiers de 1854 menaçant de « remplir un puits de messieurs » empruntent à une mémoire paysanne commune que l'on rencontre plus au nord dans la commune de Compreignac, étudiée par Pierre Vallin, où un noble faillit en 1791 être noyé dans un puits, souvenir qui « fit les beaux soirs des veillées paysannes » ²⁹. L'affaire de Linards resurgit 80 ans après et le futur « préfet du maquis », Georges Guingouin, alors jeune instituteur et secrétaire de la section communiste d'Eymoutiers l'entend évoquer lors d'une réunion de cellule : « c'est ainsi qu'un jour [...] j'appris d'un camarade que son grand-père, arrêté par la maréchaussée, avait été condamné au bagne ; qu'à Linards, il y avait eu une rude échauffourée avec les hussards et que, pour ne pas être arrêté, Pierre Faucher était resté caché pendant sept ans dans les carrières de cette commune » ³⁰. La dislocation de la société rurale traditionnelle consécutive à la Seconde Guerre mondiale, la disparition de formes anciennes de sociabilité accélérèrent la dissolution de la mémoire. Toutefois, Guingouin excepté – et encore s'agit-il d'un usage largement rétrospectif –, les communistes utilisent peu les références à la Seconde République, davantage revendiquée par la bourgeoisie « progressiste » dans les zones où se pratique tardivement un « patronage démocratique » ³¹.
- 20 La Commune parisienne résonne sans doute d'une tonalité plus authentiquement populaire. D'après Alain Corbin, dans les régions migrantes, la Commune fut vécue comme un « drame effroyable » et, poursuit-il, « on peut même prétendre qu'aucune région française [...] ne fut aussi durement touchée par l'insurrection et la répression qui la suivit que les arrondissements de Bourgneuf et d'Aubusson, et peut-être même l'ensemble des campagnes maçonnantes » ³². La tradition rapporte de nombreux actes de solidarité des ruraux avec des communards : les bois du sud de la Haute-Vienne donnèrent asile à des fugitifs qui y survécurent avec la complicité des populations locales. Pardoux Panteix, militant communiste, se remémore avoir ravitaillé des proscrits cachés du côté de Doms, dans le canton d'Eymoutiers. Simon Parvery, homme de four dans la porcelaine, se souvient que, dans sa jeunesse, les tâches forestières occupaient des hommes à qui l'isolement des taillis de châtaigniers du canton de Nexon procurait un oubli salvateur ³³.
- 21 De là à entamer une marche vers le communisme... On objectera que l'explication de l'implantation du communisme par la réceptivité des paysans à la contestation est un pont jeté entre des époques que plusieurs générations séparent. Les thèmes sont pourtant présents à l'état latent et ne demandent qu'à se réactiver pour peu que les représentants

du PCF sachent en faire un usage adapté. Le recrutement d'hommes plus proches des réalités locales à l'époque du Front populaire favorisa la convergence entre la défense de la République menée par le front commun antifasciste et la lutte en faveur d'une république sociale qui recueillait les suffrages des ruraux.

Aux sources du « radicalisme paysan »

- 22 Il importe de s'extraire maintenant de l'échelon micro-local où survivent une infinité de micro-mémoires individualisées ou collectives, et de raisonner en fonction de territoires de taille plus importante ³⁴. La deuxième circonscription de l'arrondissement de Limoges offre un terrain d'enquête pertinent. En 1936, les résultats du PCF y oscillent entre 33 et 45 % des inscrits dans quatre cantons sur sept ³⁵. Il réalise dans ces quatre cantons une percée à partir de 1928 et n'y descend pas en 1932 en dessous de 18 % des inscrits à son niveau le plus bas. En 1946, il y détient toujours plus de 30 % des voix. On leur adjoint, dans la première circonscription, le canton d'Ambazac à l'évolution politique similaire (29,5 % des inscrits pour le PCF en 1936).
- 23 Depuis les élections de 1876, la prééminence du vote à gauche caractérise ces cantons : républicain tout d'abord, radical-socialiste ensuite puis socialiste et/ou communiste. Avec constance, les ruraux qui forment l'essentiel des électeurs de la circonscription favorisent le camp politique situé à la gauche de la gauche. C'est au tournant des 19^e et 20^e siècles que l'on saisit le mieux les mécanismes de la formation de ce « radicalisme paysan ».
- 24 On peut invoquer en premier lieu le rôle du socialisme urbain. Limoges, « ville rouge », vit à cette époque dans un climat d'effervescence sociale : création de formations ouvrières militantes, recrudescence et durcissement des luttes sociales. Les théories du socialisme révolutionnaire guesdiste, à défaut de triompher dans les urnes, rencontrent un certain écho chez les ouvriers. Les partisans d'un changement par la force de la société sont nombreux dans les syndicats, où leur influence se mêle à celle des anarchistes ³⁶. Ce socialisme fortement contestataire se diffuse par capillarité parmi les ruraux de l'arrondissement. Les migrants venus des campagnes des alentours de Limoges constituent l'ossature de la nouvelle population urbaine, le maintien des liens familiaux permet de tenir informés ceux demeurés au pays de la situation délicate des travailleurs citadins et, pourquoi pas, d'éveiller leurs sensibilités à la question sociale. Des professions spécifiques, immergées en milieu rural mais en contact régulier avec la ville, peuvent également véhiculer les idées « avancées » ; tel est le cas des carriers de Saint-Sylvestre ³⁷. À la demande des habitants, les militants de la ville président à la création de cercles socialistes, de tendance guesdiste, soustraits au patronage des notables radicaux.
- 25 Est-il tout autant possible de mesurer le rôle de l'émigration maçonnante dans la diffusion d'idéologies « urbaines » ? Les maçons des cantons (Eymoutiers, Châteauneuf) où l'usage de partir chercher de l'ouvrage sur les chantiers parisiens et lyonnais remonte au Second Empire – et s'épanouit jusque vers 1900 ³⁸ – ont pu assister à la résurgence du socialisme postérieure au congrès de Marseille (1879) et se montrer réceptifs à la vulgate marxiste distillée par le Parti ouvrier de Guesde, très actif dans les grandes métropoles ³⁹. Le départ, souvent définitif, tisse une multitude de liens entre ville et pays d'origine et des influences mutuelles entre les organismes émetteur et récepteur favorisent les enrôlements dans les rangs des partis « avancés » : la « culture » transmise au village, confrontée aux réalités sociales et politiques urbaines, a pu orienter les engagements. Ainsi, nombreux sont les ouvriers limousins du bâtiment dans les sections communistes

des 4^e, 5^e, 12^e et 13^e arrondissements parisiens. La cellule et le groupe des Jeunesses communistes de La Jonchère résultent du séjour hivernal de l'enfant du pays Émile Drouillas qui a milité en Champagne, dans la Meuse et le Jura ⁴⁰.

- 26 Dans tous les cas, la croyance en une République « démocratique et sociale » est à l'origine de ces choix « radicaux » ⁴¹. Les paysans ont foi en une égalité confinant à l'égalitarisme, appellent de leurs vœux la justice sociale et se défient de « l'autre », défini par une identité économique et sociale opposée à celle d'humbles paysans cultivateurs.
- 27 Ces convictions se sont raffermies sous les mandatures du député radical-socialiste Gaucher (dit Jules) Tourgnol, député de la 2^e circonscription de la Haute-Vienne de 1898 à sa mort en 1909. Personnage fantasque et excessif dans les fidélités comme dans les haines ⁴², en rupture avec une partie de son camp politique, il crée ses propres structures, comités et cercles socialistes, où de simples cultivateurs côtoient bourgeois « progressistes » et fonctionnaires de la République. Adoptant volontiers un ton populiste, Tourgnol s'affiche comme un « ami du peuple », attentif à ses misères et exigeant à longueur d'intervention que justice lui soit rendue. Il s'associe aux revendications des ouvriers papetiers des vallées de sa circonscription, invite les *leaders* socialistes de la ville à tenir réunions et banquets républicains sur ses terres. Avec lui, la vie politique se transforme en un combat sans cesse réactivé contre des « myriades » d'ennemis. Tourgnol mobilise inlassablement ses troupes, visite les communes où il se montre familier avec l'électeur. Toutes qualités de « proximité » très appréciées aujourd'hui encore de l'électeur limousin.
- 28 Tourgnol n'a pas glissé vers le socialisme unifié et ses organisations ne lui ont pas survécu, mais il a introduit une sorte de « grammaire » du socialisme en en maniant le langage et les codes. Le député radical a ouvert la voie à des modes de politisation reposant sur la multiplication de petites structures aptes à se développer de nouveau hors de tout patronage notabiliaire. L'électeur de la 2^e circonscription était donc prêt à recevoir la bonne parole socialiste : il se donne pour député Adrien Pressemagne en 1914. Le communisme emboîte le pas au socialisme dès le milieu des années 1920 avec la même passion qui marqua « l'époque Tourgnol », un même refus des différences sociales marquées et une forte propension au nivellement des conditions.

1920-1960 : de nouvelles radicalités

- 29 Le Parti communiste n'aurait pu se maintenir aussi longtemps dans ces régions si les motivations lui attirant la sympathie des ruraux ne s'étaient renouvelées d'une décennie à l'autre. Quelles qu'en soient la nature et l'expression, elles expriment la permanence d'une exigence de justice défendue par un « parti tribun ».
- 30 Avec la fin de la Grande Guerre se met en place un communisme de « première génération ». Annie Kriegel insiste dans sa thèse, *Les origines du communisme français*, sur le rôle éminent joué par les représentants des fédérations rurales dans le ralliement à la tendance majoritaire ⁴³. Agissant ainsi, les paysans manifestent leur désapprobation de la politique timorée de la SFIO et leur désir de s'émanciper des directions urbaines, consacrant l'aboutissement d'un cycle d'organisation.
- 31 Les délégués socialistes vivant au contact des ruraux critiquent ceux qui, dans le parti, « sont plus socialistes de paroles et d'idées que d'actions » et « qui n'ont jamais eu l'idée du tout » de la révolution. C'est dans les sections rurales peuplées de militants obscurs,

mais sincères et désintéressés, que l'on rencontrerait, d'après le Corrèzien Roumajon, « les véritables apôtres du socialisme »⁴⁴. Faut-il interpréter ce désaveu comme la conséquence d'une rupture avec les masses occasionnée par la guerre ? Faute de maintenir en état de fonctionnement l'appareil militant, les dirigeants de la SFIO ont-ils méconnu les aspirations des campagnes ?

- 32 Dès 1915 pourtant, la Fédération socialiste de la Haute-Vienne avait exprimé ses réserves sur la poursuite des hostilités dans une circulaire diffusée dans le parti, premier texte de référence de la minorité socialiste pacifiste⁴⁵. Ce texte reflète les convictions de ses deux principaux inspirateurs, le député Adrien Pressemane et Paul Faure, rédacteur en chef du *Populaire du Centre*. Il n'est pas exclu que Pressemane, élu de la 2^e circonscription et jouissant d'une immense popularité parmi les paysans, ait pris en compte les aspirations de ses concitoyens dont le mécontentement grandit. Les représentants de l'État notent eux aussi une certaine lassitude des milieux ruraux devant la durée du conflit⁴⁶. En 1917, la Fédération socialiste ranime ses structures et incite les militants à créer de nouvelles sections dans les campagnes. Là où ils sont en position de le faire, les socialistes multiplient les actions de propagande en faveur de la paix. En résumé, si les ruraux aspirent à la paix, les socialistes ne peuvent l'ignorer. À Tours, les délégués portant la voix des paysans reprochent donc aux animateurs de l'ancienne tendance minoritaire leur tiédeur et leur incapacité à s'opposer résolument à la continuation de la guerre.
- 33 À l'issue du conflit, la souffrance morale des paysans est immense. Au moins 40 000 Limousins sont morts dans les tranchées, 15 à 20 000 pour le seul département de la Haute-Vienne. Ce dernier aurait en moyenne perdu du fait de la guerre 38 habitants pour mille recensés en 1911⁴⁷. Les deuils éprouvent ces petites communautés et, plus encore que le mouvement d'urbanisation de la Belle Époque, leur font prendre tragiquement conscience de leur fragilité. La République, que l'on espérait protectrice du petit peuple, a exigé un lourd impôt du sang. Sans aller jusqu'à parler d'un détachement du régime, on évoquera un profond ressentiment qui a pu amener les paysans au communisme.
- 34 Les sections socialistes rurales apportent un soutien massif au Parti communiste naissant. Lors de son premier congrès fédéral, en janvier 1921, la Section française de l'Internationale communiste (SFIC) de Haute-Vienne accorde aux campagnes une majorité de délégués (six contre cinq pour les villes) à sa Commission administrative permanente organisée sur le modèle socialiste. En février 1922, sur 21 sections communistes, 18 sont créées dans des zones rurales⁴⁸. Dès l'origine, le Parti communiste bénéficie d'une certaine popularité dans les milieux paysans.
- 35 Le pacifisme des années 1920 exprime une colère dirigée contre une République qui aurait failli à sa mission de protéger le peuple. Il ne dissuadera nullement les paysans limousins de prendre les armes contre l'occupant allemand en 1943-1944. Le témoin passe dans la deuxième moitié des années 1930 de la « première génération » à une nouvelle, composée de jeunes adhérents venus après la formation du Front populaire, indignés de la mauvaise volonté des socialistes locaux à consolider le front commun puis sensibilisés à la « lutte antifasciste »⁴⁹. Les itinéraires de Roger Marcailloux, dans la commune de Saint-Laurent-les-Églises (canton d'Ambazac), et de Louis Gendillou à Saint-Gilles-les-Forêts (canton de Châteauneuf-la-Forêt) témoignent de cette évolution. Le premier rejoint les Jeunesses communistes vers 1935-1936, tous deux militent aux Jeunesses agricoles de France ; ils organisent des bals dans les campagnes ou des collectes de vivres au profit des

républicains espagnols. L'engagement dans la Résistance prolonge le choix partisan et ne requiert pas d'autre explication ⁵⁰. Ils se présentent comme des combattants agissant dans le cadre de la lutte internationale contre le fascisme. Vision pouvant relever d'une transmission influencée par la Guerre froide, où le Parti renoue avec l'internationalisme prolétarien après avoir invoqué le devoir patriotique pendant la guerre.

- 36 Georges Guingouin, né en 1913, adhère au PCF en 1935. Il se situe à la jonction des deux versants de l'engagement communiste : il porte en lui les blessures d'une génération éprouvée par la Grande Guerre où meurt son père, militaire de carrière. Mais son « imaginaire familial » le porte tout autant à revendiquer la grande tradition de la patrie en danger défendue en 1870 par un grand-oncle maternel engagé parmi les volontaires de la Haute-Vienne affectés au 71^e Mobiles ⁵¹. Dans ses premiers tracts, il adopte cette même perspective de défense de la République, point de la république « bourgeoise » dénoncée par son parti, mais de la république « sociale » défendue depuis toujours par les paysans limousins.
- 37 Ces dispositions d'esprit cumulées à la pratique régulière avant-guerre du vote communiste ont fourni aux maquis des conditions optimales de recrutement. Au printemps 1943, la Corrèze enregistre 80 % de réfractaires au Service du travail obligatoire (STO), un des chiffres les plus élevés de France avec la Haute-Savoie ; le refus du départ pour l'Allemagne est également fort dans le sud-est de la Haute-Vienne. En septembre 1943, la police de Vichy évalue de 150 à 172 000 le nombre de réfractaires dont 26 000 pour le seul département de la Corrèze ! La majorité vit cachée chez des amis, des parents ou dans quelque abri isolé et sûr. 25 à 30 % rejoignent le maquis, ce qui, étant donné le caractère massif de la désertion (est-elle surévaluée par les services de police ?), suffit à grossir les effectifs de la Résistance dans le secteur de la Montagne limousine. Signe de reconnaissance, le terme de « maquis corrézien » apparaît dans les rapports préfectoraux en octobre 1943 ⁵².
- 38 L'historiographie du communisme rural a beaucoup insisté sur ce retour des campagnes à leur « tradition » de transgression de l'ordre établi. Gérard Monédiaire, influencé par les thèses d'Eric Hobsbawm ⁵³, interprète l'épisode Guingouin à la lumière du banditisme social. Tel Robin des Bois, le « préfet du maquis » empêche par ses attentats les réquisitions de l'occupant, rétablit les justes prix des produits agricoles et protège les « petits » contre les « gros » ⁵⁴. Bien que maniant des données utiles à l'historien, ce travail s'inscrit davantage dans la veine d'une étude visant à exalter une tradition locale de dissidence revivifiée par le contexte socio-politique des années 1970. De la Chine à Cuba, dans les foyers insurrectionnels d'Amérique latine, les révolutions tiers-mondistes ont conquis ou souhaiteraient conquérir les villes et le pouvoir avec le soutien des masses rurales. En France, la « deuxième gauche » encourage la renaissance des identités régionales érigée en moyen de combattre l'autorité de l'État ⁵⁵. Guingouin, à la fois Tito et Che Guevara limousin, devient alors une icône de cette autre gauche. Sa révolte est censée inspirer les opposants au monolithisme stalinien du PCF et au verrouillage de la vie politique haute-viennoise par les socialistes. Pourtant, restitué dans sa dimension historique, Guingouin joue moins sur le registre d'une rupture radicale avec l'État qu'il n'appelle de ses vœux un retour de la République.
- 39 On notera l'apparente contradiction entre le repli identitaire dans l'entre-soi du territoire ancestral et la cause internationale antifasciste. Le temps du maquis réalise l'union du particulier et de l'universel et on ne peut que souligner combien le premier sort moins érodé que le second de son exposition au temps et aux entreprises historiques.

La question de la lutte des classes

- 40 L'après-guerre amène à réfléchir à l'articulation de la résistance sociale à la Résistance, articulation dont le communisme fut l'un des artisans. On assiste alors à un regain des mouvements protestataires ruraux, encouragés par un syndicalisme plus fort et très actif. Vignerons du midi, éleveurs du Centre de la France recourent ainsi à de spectaculaires manifestations.
- 41 Cette agitation est contemporaine de l'intérêt historiographique pour la lutte des classes dans les campagnes. Philippe Gratton la situe au cœur de son approche des conflits sociaux dans les campagnes françaises de la fin du 19^e et du début du 20^e siècle. Il choisit de consacrer un article, paru dans *Le Mouvement social*, au communisme rural corrézien puis, dans l'ouvrage qui lui fait suite, il s'appuie – entre autres – sur l'exemple des grèves des feillardiers limousins ⁵⁶. Il entend démontrer que les tensions sociales en milieu rural se déroulent sur fond d'antagonisme de classe suscité par l'évolution des rapports socio-économiques. Cette évolution aurait favorisé l'immixtion des socialistes puis des communistes dans la vie politique locale et hâté l'entrée dans la modernité politique. Cette théorie imprégnée de marxisme relève néanmoins d'un schéma plaqué et souffre d'une ignorance des évolutions ultérieures des exemples retenus, notamment celui des feillardiers du sud de la Haute-Vienne ⁵⁷.
- 42 Certes, les nombreux conflits qui éclatent dans les Landes, le Cher ou les confins de la Haute-Vienne et de la Dordogne dans le milieu des travailleurs du bois ont pour origine la substitution des marchands de bois aux propriétaires, la soumission du paysan au marché et l'introduction du travail à la tâche ⁵⁸. En ce sens, le travailleur du bois voit sa situation se rapprocher de celle de l'ouvrier d'usine. Les syndicalistes limougeaux, Édouard Treich, le secrétaire de la Bourse du travail le premier, ont saisi l'opportunité de s'implanter dans les campagnes, encore peu pénétrées par le mouvement ouvrier. Le syndicat des feillardiers devient effectivement l'unique et plus puissant exemple d'organisation professionnelle en milieu rural avec près de 1 500 adhérents avant la guerre de 1914. Pourtant, en dépit de la durée, de la répétition des conflits et de l'ampleur de la mobilisation qu'ils suscitent parmi les feillardiers ⁵⁹, les revendications restent tournées vers l'amélioration des rémunérations hors de toute référence politique. Bien encadrés par les bureaux syndicaux, les travailleurs se soumettent plus fréquemment qu'en ville aux arbitrages et aux procédures de conciliation des juges de paix. Les luttes sociales n'ont pas particulièrement précipité l'introduction du socialisme. L'arrondissement de Saint-Yrieix, de solide tradition républicaine, résiste seul en 1914 à la « vague rouge » qui déferle sur le département (quatre députés SFIO sur cinq). Il faut attendre 1936 et le ralliement tardif du républicain-socialiste Gabriel Debrégeas à la SFIO pour que le socialisme s'impose dans la circonscription où le communisme demeure inexistant avant 1946. Le socialisme, sous le patronage des notables, y a été accueilli comme le rempart de la République et le communisme assimilé à une menace sur ces terres de petite et moyenne propriété. Philippe Gratton ne prend pas en compte dans *Les luttes de classe dans les campagnes* que le communisme se développe en Limousin dans les « démocraties paysannes » de la Montagne où l'influence des grands propriétaires est modeste. En revanche, contrairement au département de l'Allier, les régions de métayage de l'arrondissement de Bellac sont pour les communistes des terres de mission jusqu'à la fin des années 1940.

- 43 L'idée de lutte de classe n'est pas à rejeter totalement, mais il convient plutôt de la traiter comme la résultante d'un faisceau de représentations culturelles que comme le produit de l'infrastructure économique des campagnes limousines⁶⁰. La lutte de classe « chimiquement pure » des marxistes n'existe pas en tant que telle mais trouve des substituts dans l'anticléricalisme et le sentiment anti-aristocratique, « l'aristocrate » incarnant le stéréotype du riche en plus menaçant, car le noble porte avec lui la perspective d'un retour à l'Ancien Régime synonyme de servitude⁶¹. Uni au prêtre, son allié naturel, l'aristocrate échafaude d'hypothétiques complots contre la République⁶². Dans le climat de défense républicaine puis de combat anticlérical qui règne au tout début du 20^e siècle, ces arguments, aussi improbables soient-ils, assurent la progression des radicaux-socialistes⁶³. Tourgnol défend, en des termes empruntés au langage familial, le peuple contre « les gros bourgeois qui vivent du travail des paysans et des ouvriers », « les gros richards et les aristos »⁶⁴. Le transfert s'opère avec facilité d'une figure de l'opresseur à l'autre, du seigneur au « patron-grand-propriétaire ».
- 44 Paradoxalement, ce schéma n'est pas opératoire dans les zones de forte présence de la grande propriété et du métayage. Tout d'abord, l'implantation ancienne de familles aristocratiques aux convictions « réactionnaires » ou, plus récente, de dynasties bourgeoises républicaines conservatrices ne constitue pas un barrage à la pénétration de la gauche républicaine ou radicale. Parfois contraints par le jeu serré des relations vicinales d'élire un conseil municipal proche du maître des domaines, les électeurs savent lors des scrutins nationaux se détacher de l'emprise des grands notables et étaler des convictions autres. Même en usant de subterfuges voués à prolonger l'exercice de son autorité « éminente », le grand propriétaire est contraint de prendre en compte les tendances de son temps et son influence politique décline inexorablement jusqu'à la guerre de 1914-1918⁶⁵.
- 45 Sans dénier au métayage son caractère d'exploitation, force est de reconnaître qu'il a quelquefois aidé à la promotion des colons les plus compétents⁶⁶. Favorisés par l'essor de la race bovine limousine, la bonne tenue des prix du bétail et des baux aux conditions avantageuses jusque dans les années 1920⁶⁷, les métayers ont, après la Première Guerre mondiale surtout, la perspective d'accéder à la propriété. Le nombre d'exploitations moyennes (10 à 50 hectares) se renforce (30 % du total des exploitations en 1929 contre 18 % en 1892) tandis que celui des micro-exploitations diminue de manière significative (de 32 % en 1892 à 18 % en 1929)⁶⁸. On peut voir là un signe de la progression de la propriété paysanne (les métairies étant fréquemment d'une superficie supérieure à 50 hectares). Dans l'arrondissement de Bellac, le nombre de propriétaires fonciers dépasse les 200 dans les cantons du nord-ouest (Mézières, Bellac, Le Dorat) pourtant fiefs traditionnels de la grande propriété⁶⁹.
- 46 Cette évolution s'accompagne d'une modification du paysage politique : la SFIO s'implante durablement dans une région autrefois hostile. Mais le PCF n'y réalise que des scores insignifiants. Les nouveaux propriétaires préfèrent voter pour les socialistes, meilleurs garants à leurs yeux de la propriété paysanne. Le métayage en Haute-Vienne a créé une situation moins conflictuelle que dans le Lot-et-Garonne. Là, la concurrence entre colons locaux et colons italiens – plus dociles et prêts à travailler à des conditions moins favorables – attisée par les propriétaires a contribué au surgissement d'un ample mouvement de protestation profitable au PCF. En Limousin, il s'agit moins pour la paysannerie de combattre les propriétaires que de ménager ses intérêts par une négociation permanente avec des possesseurs de domaines en mal d'argent.

Les chemins de la manifestation paysanne

- 47 Les modes de protestation inventés dans les années 1930 par Renaud Jean et les syndicats de paysans-travailleurs du Sud-Ouest se sont plus tardivement répandus en Limousin malgré la chute du prix des céréales et des cours de la viande. Le ton monte pourtant dans les organisations corporatives. La Confédération nationale paysanne, syndicat socialiste, affirme son intention de protéger la République tout en menaçant de recourir « aux manifestations de la rue pour clamer [le] droit à la vie [des paysans] »⁷⁰. La région connaît ses premières incursions paysannes dans les villes. À la foire de Tulle, le 1^{er} juin 1934, un grand meeting de protestation où le communiste Vazeilles prend la parole réunit les éleveurs. L'accession au pouvoir du Front populaire et l'instauration d'offices de régulation des prix et du marché mettent un terme aux protestations émanant de la gauche paysanne. C'est au début des années 1950 que prend vigueur, parmi les éleveurs, un ample mouvement de protestation.
- 48 Dès 1946, le vote du statut du fermage et du métayage, l'émergence avec la Section des preneurs de baux ruraux de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de revendications spécifiques et l'essoufflement de la grande propriété et des formes traditionnelles du métayage⁷¹ favorisent l'éclosion de conflits sociaux que le PCF, en pleine ascension électorale, appuie par l'intermédiaire des syndicats paysans. En 1949, le préfet de la Haute-Vienne rapporte le déroulement « d'une campagne d'agitation et de revendications paysannes organisées par le PC et les organisations rurales qui lui sont affiliées et en particulier l'association départementale des preneurs de baux ruraux [...]. La mévente des pommes de terre a pour une large part servi de motif pour attirer les paysans aux réunions organisées dans les communes rurales qui sont suivies le plus souvent de dépôts de motion auprès des percepteurs, exprimant le désir d'acquitter une partie des impôts en pommes de terre. Les exécutions des décisions judiciaires prononçant l'expulsion des fermiers ou des métayers sont exploitées par le PC et sont l'occasion de rassemblements de protestation »⁷². En février 1949, les paysans occupent cinq perceptions en deux semaines et réclament le paiement des impôts en pommes de terre. Ce même mois, 2 000 fermiers et métayers se rendent à Limoges « en camions, à vélo, en voiture, de tous les coins du département » et se déclarent prêts à s'opposer par la force aux expulsions de paysans-locataires⁷³. S'ensuivent deux années durant une série d'occupations de fermes destinées à empêcher les expulsions. Ces actions rassemblent plusieurs centaines de personnes et dégénèrent parfois en bagarres avec les gendarmes⁷⁴.
- 49 Le Comité de Guéret naît à l'automne 1953 de la crise qui éprouve les départements d'élevage du Centre-Ouest de la France et des tensions internes de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) où l'agriculteur des régions pauvres estime ne pas pouvoir faire entendre sa voix⁷⁵. Il accompagne sa démarche d'actions spectaculaires afin d'avertir l'opinion et de faire pression sur le gouvernement. Le 12 octobre puis le 22 décembre 1953, le Comité organise deux grandes journées de manifestation au cours desquelles les paysans édifient des barrages et bloquent grands axes et axes secondaires de 17 départements, de la Loire à la Charente-Maritime.
- 50 Les communistes participent au mouvement sans le diriger, le Comité agissant au nom de l'unité du monde paysan⁷⁶. Après le succès de la journée du 12 octobre⁷⁷, ils s'attirent les félicitations de la Commission centrale des cadres : « les paysans du département qui sont

presque tous d'anciens maquisards ont retrouvé pour une journée l'esprit qui les animait lors des combats pour la Libération ». Et d'inciter à « entretenir cet état d'esprit, cet esprit de lutte contre le gouvernement [...] » ⁷⁸.

- 51 Le Parti communiste s'attribue un peu vite une victoire dont il n'est qu'un artisan parmi d'autres. Mis en confiance, il envisage de se servir du mécontentement pour élargir son audience dans le monde agricole, ce qui l'incite à peser sur le Comité en l'orientant dans le sens du barrage des routes ⁷⁹. Les communistes prêchent la fermeté, ne reculant pas devant un incident avec les forces de l'ordre qui « bien orchestré peut permettre une très grosse affaire politique ». La direction fédérale enjoint à tous ses élus de se montrer sur le terrain le 22 décembre, mobilise les anciens Francs-tireurs et partisans (FTP) en leur ordonnant de « prendre une part active aux barrages », comptant sur « leur discipline, leur courage et leur habitude des circonstances difficiles » pour « donner l'exemple aux chefs de file » ⁸⁰. Ces consignes confidentielles se heurtent à la ligne préconisée par la majorité des responsables du Comité qui veillent à exclure les éléments provocateurs. Au lendemain de la manifestation du 22 décembre, ses dirigeants dénoncent le rôle « d'éléments nullement soucieux des intérêts de la classe paysanne [qui] ne poursuivent que des buts politiques » ⁸¹.

De la secte au parti de masse : encadrer la paysannerie

- 52 La montée en puissance des mouvements protestataires paysans a été rendue possible par un progrès parallèle des structures encadrant la paysannerie, l'élevant au rang d'acteur de la scène sociale. Quel qu'ait pu être le degré d'engagement des communistes dans ce processus, leur situation après 1945 s'avère beaucoup plus favorable car ils disposent désormais des relais et des militants qui leur ont souvent fait défaut dans les années 1920-1930.
- 53 Gilles Candar et Christophe Prochasson ont constaté que la propagande socialiste dans les campagnes était prisonnière avant 1914 d'une constante « logique de pénurie » tant du point de vue des hommes que des organisations ⁸². On pourrait en dire autant du PCF dans les campagnes limousines, bien que le sort de la Corrèze soit un peu meilleur que celui de la Haute-Vienne. Dans cette dernière et jusqu'à la fin des années 1930, le mouvement paysan n'éveille aucun intérêt au sein de la direction fédérale composée de cadres formés à l'agit-prop léniniste et imposés de l'extérieur ⁸³. Ils ignorent en général les dispositions favorables des paysans à l'égard du Parti et préfèrent s'appuyer sur la classe ouvrière. Jules Fraisseix, médecin et maire d'Eymoutiers, député de 1928 à 1932, entretient avec les paysans de la Montagne de bonnes relations et en retire une certaine popularité. Mais, aux yeux du Parti, Fraisseix est un héritier de la social-démocratie, formé aux méthodes de la SFIO d'avant 1914, ce qui lui vaut méfiance et discrédit, voire une semi-disgrâce de la fin de son mandat aux années 1950. La publication de ses « mémoires » en 1946 correspond à un retour en grâce, le vieux *leader* devenant alors fort utile au PCF désireux d'incorporer la tradition « révolutionnaire » du socialisme haut-viennois ⁸⁴.
- 54 C'est en Corrèze qu'un mouvement paysan s'organise assez tôt avec succès. Marius Vazeilles, garde des Eaux et Forêts disposant d'une excellente connaissance de la Haute-Corrèze, fonde en 1920 une Fédération des travailleurs de la terre. Elle compte, en 1925, 3 000 adhérents répartis en 39 syndicats. Elle rejoint la Confédération générale des

paysans-travailleurs (CGPT) de Renaud Jean. Cependant, ces syndicats n'ont jamais eu l'influence escomptée faute de dirigeants compétents. En Haute-Vienne, l'audience des paysans-travailleurs se révèle plus limitée encore : la CGPT affiche 460 adhérents en 1936, soit un nombre quasi-équivalent à celui de 1925. Contrairement aux socialistes qui, tout en créant leurs propres syndicats, pénètrent à un échelon encore modeste les organisations agricoles déjà établies, chambre d'agriculture et Union fédérale agricole du Limousin (UFAL)⁸⁵, les communistes restent en dehors des principales institutions dont s'est doté le monde agricole dans l'entre-deux-guerres.

- 55 Après 1945, les communistes s'installent en Corrèze à la présidence de la Confédération générale de l'agriculture (CGA), en Creuse ils détiennent trois des six sièges du bureau. En Haute-Vienne, ils partagent avec leurs concurrents socialistes les leviers de commande des organisations agricoles. Les socialistes dirigent la chambre d'agriculture et les communistes la FDSEA. Chacun veille à respecter un subtil équilibre entre représentants des deux partis⁸⁶.
- 56 Le communiste Léon Pagnoux hérite de la présidence du syndicat qu'il exercera jusqu'en 1968. En 1957, la moitié du bureau appartient au PCF, le tiers du conseil d'administration est également composé de communistes. Les Renseignements généraux estiment qu'une centaine de syndicats sur les 206 rattachés à la FDSEA sont sous l'influence du Parti. À cela s'ajoute la Section des preneurs de baux ruraux, forte de 2 000 adhérents⁸⁷. Le secrétariat fédéral échoit au cultivateur Fernand Clavaud et Jean Tricart revendique l'étiquette de « député-paysan ». Enfin, le parti tient à sa disposition un réseau de petits cadres servant de relais d'influence. L'examen du profil des candidats communistes aux cantonales de 1951 fournit des indications sur leur parcours militant⁸⁸.

Tableau 3 : Les candidats communistes aux élections cantonales de 1951 en Haute-Vienne

Anciens militants socialistes	Adhérents au PCF avant 1940	Syndicalistes paysans	Élus municipaux	Résistants, membres des Comités de Libération
4	4	3	7	5

- 57 La détention d'un mandat municipal est le principal marchepied pour progresser dans la hiérarchie des fonctions électives. Les élus possèdent l'avantage d'être connus de leurs concitoyens et ne sont pas des cadres anonymes envoyés là en service commandé. Ce sont souvent des militants expérimentés, parfois passés par la SFIO. Mais l'engagement dans la Résistance demeure un élément tout aussi déterminant que la reconnaissance du suffrage universel.
- 58 Le PCF peut ainsi, par le biais de l'influence des syndicats nouvellement fondus dans la FNSEA et d'un réseau de militants « de proximité », exercer une influence accrue dans les campagnes.

* * *

- 59 Les années 1960 marquent l'apogée en Limousin de ce mouvement paysan communiste. L'influence en demeure perceptible longtemps après et des personnalités telles que

Marcel Rigout l'ont incarné jusque sous les ors des ministères parisiens. Aujourd'hui, bien que réduit comme peau de chagrin, le communisme rural subsiste encore mais il faut avec attention en scruter les vestiges. Au premier tour de la présidentielle de 2002, Robert Hue obtenait en Limousin 6,04 % des suffrages soit une diminution de quasiment la moitié par rapport à 1995 (13,49 %). Pourquoi le PCF perd-il peu à peu pied dans ce qui fut un des ses grands bastions ruraux ⁸⁹ ?

- 60 La démographie et l'extinction inexorable de la génération qui avait participé aux luttes de l'après-guerre contribuent à la disparition du communisme rural. L'effondrement des sociétés rurales traditionnelles et de leurs structures familiales en particulier empêchent le relais générationnel de s'opérer ⁹⁰. Et puis, s'installent des néo-ruraux étrangers aux traditions politiques de leur terre d'accueil.
- 61 Le syndicalisme paysan politisé des années d'après-guerre a été contesté au profit d'un syndicalisme moins marqué politiquement et davantage tourné vers les revendications strictement corporatives. L'apparition de modèles différents brouille aussi le jeu politique. La présence de Jacques Chirac en Corrèze, où le Parti communiste se maintient malgré tout mieux qu'ailleurs, ses liens avec le monde agricole, ont pu fournir une alternative politique – tâche bleue sur les cartes électorales, tendant à glisser de la haute Corrèze vers les terres alentours.
- 62 En revanche, on notera la survivance d'une tradition de défense républicaine car – est-ce un hasard ? – c'est dans les vieux bastions de gauche de la montagne haute-viennoise que le candidat Le Pen a réalisé ses plus mauvais scores au deuxième tour (2,5 % à Saint-Gilles-les-Forêts, commune marquée par le souvenir de Guingouin et de la Résistance), preuve sans doute qu'un esprit de résistance compris dans son acception la plus large se perpétue encore ⁹¹.

NOTES

1. André MEYNIER, *Géographie du Massif central*, Paris, Éditions Rieder, 1935, 250 p.
2. Edgar MORIN, *La métamorphose de Plozévet, commune en France*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1967, 406 p.
3. Jules FRAISSEIX, *Au long de ma route. Propos anecdotiques d'un militant limousin*, Limoges, Imprimerie de Rivet, 1946, p. 120.
4. Marc LAZAR, *Le communisme, une passion française*, Paris, Perrin, 2002, p. 190.
Kupamanduka est une grenouille tirée de la tradition sanscrite qui, craignant le monde, s'obstine à résider au fond de son puits.
5. Laird BOSWELL, *Rural Communism in France, 1920-1939: the Example of the Limousin and the Dordogne*, Thèse, Berkeley, University of California, 1988, 2 volumes, 761 p. Publiée sous le titre : *Rural Communism in France, 1920-1939*, Ithaca/Londres, Cornell University Press, 1998, 266 p. Version française en cours d'édition aux Presses universitaires de Limoges.
6. Sur les aspects culturels, voir : Vincent BROUSSE, *L'écrit et l'iconographie communistes en Limousin et plus particulièrement en Haute-Vienne de 1936 à 1939*, Mémoire de maîtrise sous la direction de Pietri Volette, Université de Limoges, 1992, 179 p.

7. Voir : Michel HASTINGS, « Le communisme saisi par l'anthropologie », dans *Communisme*, n° 45-46, 1996, pp. 99-114.
8. Gérard MONÉDIAIRE, « Intersection politique d'espaces : le communisme rural en Limousin », dans *Ethnologia*, n° 33-36, 1985, pp. 77-102 ; Michel PATINAUD, « Eymoutiers, un "canton rouge". Essai d'anthropologie politique et sociale, 1945-1992 », dans *Ethnologia*, n° 69-72, 1995, pp. 167-197.
9. L'ADS se sépare du PCF en 1987. Marcel Rigout emmène avec lui la majorité des élus du Parti et réussit à obtenir 12,7 % des voix aux élections régionales de 1992, devançant le PCF (6,3 % des voix). L'étiquette subsiste encore aujourd'hui mais au bout d'une décennie de brouille, PCF et ADS se sont réconciliés et participent unis à tous les scrutins. *L'Humanité*, 5 mars 1998.
10. Voir : Jean VIGREUX, « Le Parti communiste français à la campagne, 1920-1964. Bilan historiographique et perspectives de recherche », dans *Ruralia*, n° 3, 1998, pp. 43-66. Sur la Haute-Vienne, voir : Dominique DANTHIEUX, *Le département rouge. La formation d'une identité politique en Haute-Vienne. De la fin du 19^e siècle aux années 1930*, Thèse de doctorat en histoire contemporaine sous la direction de Jean-Paul Brunet, Université Paris 4, 2002, 2 volumes, 505 f°, publiée sous le titre : *Le département rouge. République, socialisme et communisme en Haute-Vienne (1895-1940)*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005, 342 p.
11. Frédéric SALMON, *Atlas électoral de la France, 1848-2001*, Paris, Éditions du Seuil, 2001, 94 p. Marius Vazeilles est élu député en 1936.
12. Les pourcentages sont calculés par rapport aux suffrages exprimés. Laird BOSWELL, *Rural Communism...*, ouv. cité, p. 91.
13. Georges DAUGER, *Aux origines du Front Populaire dans la Creuse. Contribution à une ethnohistoire des comportements politiques*, Guéret, Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, 1986, p. 167.
14. Philippe Buton relève une densité égale à 1,6 % dans les zones rurales contre 1,57 % dans les régions industrielles. Philippe BUTON, *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, p. 276.
15. Archives départementales de la Haute-Vienne (Arch. dép. Haute-Vienne), 1 M 181, rapport moral de la Région limousine du PCF, 1929.
16. Arch. dép. Haute-Vienne, 1 M 185.
17. En 1935, les effectifs du PCF s'élevaient à 1 100 adhérents en Corrèze, à 850 en Haute-Vienne et Creuse.
18. D'après : *Deux ans d'activités au service du peuple. Rapports du Comité central pour le 9^e congrès national, Arles du 25 au 29 décembre 1937*, Paris 1938 et *Sept ans de luttes ardentes au service du peuple. Rapports du Comité central pour le 10^e congrès national du PCF*, Paris, du 26 au 30 juin 1945, Paris, 1945.
19. Arch. dép. Haute-Vienne, 986 W 269, rapport d'activité de la Fédération de la Haute-Vienne.
20. Avant guerre, le PCF a substitué la section au rayon.
21. La croissance du nombre d'adhérents s'élèverait ainsi à 351 % à Eymoutiers, 300 % à Châteauneuf et à 122 % à Ambazac, principaux bastions communistes dans l'entre-deux-guerres.
22. Pour la localisation géographique des zones de maquis en Limousin, on se reportera à la carte dressée par Gérard GUICHETEAU, *La Das Reich au cœur de la France*, Paris/Limoges,

Éditions Daniel/L'Écho du Centre, 1974, 58 p. Voir aussi : Laurent DOUZOU, « Monde rural et Résistance : entre histoire et mémoire », dans *Ruralia*, n° 4, 1999, pp. 101-122.

23. Cette tendance s'inscrit dans la durée : en 1970, 27,5 % des militants corréziens sont des paysans. Laird BOSWELL, *Rural communism...*, ouv. cité, p. 23.

24. Max LAGARRIGUE, *Renaud Jean, carnets d'un paysan communiste*, Anglet, Atlantica, 2001, p. 42.

25. Nous renvoyons pour la période moderne aux travaux de : Yves-Marie BERCÉ, *Histoire des croquants. Étude des soulèvements populaires au 17^e siècle dans le Sud-Ouest de la France*, Genève/Paris, Librairie Droz, 1974, 2 volumes, VIII-973 p. Réédition abrégée : *Histoire des croquants*, Paris, Éditions du Seuil, 1986, 410 p.

26. Une forte troupe de paysans marche sur la préfecture de la Creuse pour protester contre l'impôt des quarante-cinq centimes. Daniel DAYEN, « Ajain-Guéret, 15 juin 1848. Une tragique émeute de contribuables », dans Paul d'HOLLANDER [dir.], *Violences en Limousin à travers les siècles*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 1998, pp. 173-196.

27. Christian PALVADEAU et Jean MARION, *L'insurrection de Linards, 6 décembre 1851*, Linards, Société historique du canton de Châteauneuf-la-Forêt, 1998, 242 p.

28. Philippe GRANDCOING, « Campagnes en dissidence : un quart de siècle de violences au pays de Burgou (1830-1855) », dans Paul d'HOLLANDER [dir.], *Violences en Limousin...*, ouv. cité, pp. 149-172.

29. Philippe GRANDCOING, « Campagnes en dissidence... », art. cité, p. 170 ; Pierre VALLIN, *Paysans rouges du Limousin. Mentalités et comportements politiques à Compreignac et dans le nord de la Haute-Vienne (1870-1914)*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1985, pp. 319-321.

30. Georges GUINGOUIN, dans le *Bulletin du musée de la Résistance du département de la Haute-Vienne*, supplément au bulletin n° 46, 2^e trimestre 1999.

31. Sur cet aspect nous renvoyons à notre travail : Dominique DANTHIEUX, *Le département rouge...*, ouv. cité, chapitre 10 et conclusion.

32. Alain CORBIN, *Archaïsme et modernité en Limousin au 19^e siècle. 1845-1880, tome 1, La rigidité des structures économiques, sociales et mentales, tome 2, La naissance d'une tradition de gauche*, Paris, Marcel Rivière, 1975, p. 937. L'auteur estime à 3,4 pour mille habitants en Creuse et 1,2 en Haute-Vienne la proportion d'individus arrêtés sur les barricades parisiennes.

33. Jacques ZANOTTO, « Simon Parvery, ouvrier des fours (1865-1945) », dans *Le Mouvement social*, n° 125, octobre-décembre 1983, pp. 125-146. Le bruit courut même dans la Creuse de la constitution de maquis communistes, vite démenti par les autorités. Alain CORBIN, *Archaïsme et modernité...*, ouv. cité, p. 942.

34. Cela n'écarterait nullement la pertinence des explications avancées pour des entités de taille réduite pour lesquelles une approche inspirée de la *microstoria* italienne serait certainement féconde. L'échelon micro-local est exploré ici ou là, invoqué lorsque le besoin se ressent d'exemples fins mais souffre peut-être de l'absence d'une étude « totale » entreprise à partir d'exemples significatifs. On ne peut que constater, et la revue *Ruralia* participe de ce mouvement, la recrudescence nationale de travaux s'inscrivant dans la perspective d'une histoire de la politisation des campagnes perçue à l'échelle de la commune, du canton ou de divisions plus subtiles encore. Pour une approche programmatique voir : Jean-Luc MAYAUD, « Pour une communalisation de l'histoire rurale », dans *La politisation des campagnes au 19^e siècle : France, Italie, Espagne, Portugal. Actes du colloque organisé par l'École française de Rome, 20-22 février 1997*, Rome, École française de Rome, 2000, pp. 153-167.

35. Eymoutiers, Châteauneuf, Saint-Léonard et Laurière.

36. Voir : Dominique DANTHIEUX, *Le département rouge...*, ouv. cité.
37. Pierre VALLIN, *Paysans rouges du Limousin...*, ouv. cité.
38. À titre d'exemple, la commune de Beaumont (aujourd'hui Beaumont-du-Lac, canton d'Eymoutiers) compte, en 1886, 10,5 % de maçons et tailleurs de pierre, 9,6 % en 1911. Arch. dép. Haute-Vienne, 6 M 21.
39. Il nous faudrait posséder quantité d'informations sur les itinéraires individuels des adhérents ou sympathisants du PCF. On sait, par exemple, que Pardoux Panteix partit travailler sur les chantiers de Paris ou Lyon (entretien avec Louis Gendillou, juin 1999), mais il est impossible de mesurer l'influence de cette période sur son destin de militant.
40. Jean-Paul MOLINARI, *Les ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, Thonon-les-Bains, L'Albaron, 1991, p. 195.
41. Dans cette antique « terre de saints », le culte de la République s'est substitué au catholicisme. Toutefois, cette évolution n'a pas entraîné la disparition des croyances populaires, fondées sur une foi démonstrative, qui irriguent le communisme des campagnes. Voir : Louis PÉROUAS, *Les Limousins, leurs saints, leurs prêtres du 15^e au 20^e siècle*, Paris, Éditions du Cerf, 1988, 224 p. Vincent BROUSSE, *L'écrit et l'iconographie communistes ...*, ouv. cité. Ainsi, les caveaux où reposent des militants enterrés sous le signe de la faucille et le marteau ne sont pas rares. De vieux militants se firent même inhumer avec leur carte du parti. Le communisme incarne l'étape ultime de la « culture de transfert » mentionnée par Stéphane Courtois ; Ronan Le Coadic parle lui de « transfert de foi » du catholicisme au communisme parmi les paysans rouges de Bretagne.
42. Gaucher Tourgnol est natif de Saint-Léonard de Noblat. Devenu enseignant, il achève sa carrière comme principal de collège à Baume-les-Dames, puis Saintes. Dans ces localités, il dit avoir participé au combat républicain des années 1875-1877 et à la lutte contre le « cléricisme ». Dominique DANTHIEUX, *Le département rouge...*, ouv. cité, pp. 206-213.
43. Annie KRIEGER, *Aux origines du communisme français (1914-1920). Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Paris, Mouton, 1964, 2 volumes, 959 p.
44. Déclarations du délégué de la fédération SFIO de la Creuse et de Roumajon, délégué de la Fédération SFIO de la Corrèze au congrès de Tours, 25 décembre 1920. Jean CHARLES, Jacques GIRAULT, Jean-Louis ROBERT et Danielle TARTAKOWSKY, *Le Congrès de Tours, édition critique*, Paris, Éditions sociales, 1980, pp. 247-248.
45. Le texte intitulé « circulaire du 9 mai 1915 » invite en termes modérés le parti socialiste à ne pas méconnaître, au nom d'une conception étroite de l'Union sacrée, son devoir pacifiste. La Fédération de la Haute-Vienne invite en conséquence la SFIO à renouer le contact avec les partis étrangers au sein de l'Internationale.
46. Le commissaire de police de Saint-Léonard informe, avec retard, en juin 1915 le préfet de ce que « beaucoup de paysans » paraissent « très montés contre la guerre ». Arch. dép. Haute-Vienne, 4 M 34.
47. En sus des pertes occasionnées par la guerre, les communes rurales perdent une partie de leurs habitants attirés par la vie urbaine. Entre 1911 et 1921, 18 cantons de la Haute-Vienne enregistrent une diminution de leur population supérieure à 10 %.
48. Arch. dép. Haute-Vienne, 1 M 178.
49. Sur la période, voir : Serge WOLIKOW et Annie BLETON-RUGET [dir.], *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1998, 272 p.
50. Entretiens avec Roger Marcailloux (juillet 1998) et Louis Gendillou (juin 1999).

51. Gérard MONÉDIAIRE, « Les sacrifices de Georges Guingouin », dans Jean-Jacques FOUCHÉ, Francis JUCHEREAU et Gérard MONÉDIAIRE, *Georges Guingouin, chemin de résistances*, Limoges, Lucien Souny/Cercle Gramsci Limoges, 2003, p. 40.
52. François BOULET, « Deux montagnes-maquis exemplaires dans la France occupée (1943-1944) : la Montagne limousine et la Haute-Savoie », dans Vincent BROUSSE et Philippe GRANDCOING [dir.], *Un siècle militant. Engagement(s), résistance(s) et mémoire(s) au 20^e siècle en Limousin*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2004, pp. 44 et 53.
53. Eric John HOBBSAWM, *Bandits*, Harmondsworth, Penguin Books, 1969, 160 p. Traduction française : *Les bandits*, Paris, François Maspero, 1972, 148 p. Réédition : La Découverte, 1999, 147 p.
54. Gérard MONÉDIAIRE, *Georges Guingouin. Premier maquisard de France*, Limoges, Lucien Souny, 1983, 255 p.
55. Sur cette question, on se reportera pour un bilan d'ensemble et des études locales à : *Cultures régionales : singularités et revendications.— Ethnologie française*, tome 33, n° 3, juillet-septembre 2003, 174 p.
56. Philippe GRATTON, « Le communisme rural en Corrèze », dans Pierre BARRAL [dir.], *Aspects régionaux de l'agrarisme français avant 1930.— Le Mouvement social*, n° 67, avril-juin 1969, pp. 123-145 ; Philippe GRATTON, *Les luttes de classe dans les campagnes*, Paris, Anthropos, 1971, 482 p.
57. Les feuillardiers utilisent le châtaignier qui pousse en abondance dans le sud de la Haute-Vienne et le nord de la Dordogne (arrondissements de Saint-Yrieix en Haute-Vienne et de Nontron en Dordogne) et le transforment en piquets de clôture et en cercles pour assembler les tonneaux. Ce travail occupe à la morte saison des paysans recherchant dans la fabrication de feuillards un complément de revenu. Les plus habiles peuvent espérer retirer 600 francs d'une campagne de 8 mois à raison de 12 heures quotidiennes de labeur. Pol de CORBIER, *Les feuillardiers du Limousin et leurs syndicats*, Paris, Arthur Rousseau, 1907, 183 p.
58. Voir : Jérôme LAFARGUE, « Résistance et lutte pour la reconnaissance en milieu forestier dans les Landes au début du 20^e siècle », dans Mercedes YUSTA et Édouard LYNCH [dir.], *Campagnes européennes en lutte(s), 19^e-20^e siècles.— Histoire et société, revue européenne d'histoire sociale*, n° 13, 1^{er} semestre 2005, pp. 18-29.
59. Trois grandes grèves se déroulent entre 1899 et 1906.
60. Il semblerait tout de même que des syndicats de métayers aient eu une existence purement locale et très éphémère. Les archives Bourdeau de Lajudie gardent trace d'un syndicat sur les terres du domaine. Une grève de métayers se serait déroulée au début du 20^e siècle dans le sud de la Haute-Vienne. Sur tout cela, hélas, nous ne possédons que de fort minces indications.
61. L'ethnologue Marcelle Delpastre a finement étudié les contes colportés par la culture paysanne limousine où il apparaît que le « bourgeois » est fréquemment tourné en dérision. Marcelle DELPASTRE, *Le bourgeois et le paysan. Les contes du feu*, Paris, Payot, 1999, 358 p. De même, Jacques Zanotto rapporte que les « bonnes histoires où le personnage cocu, volé, battu est soit l'idiot du village, soit le noble, abondent ». Jacques ZANOTTO, « Simon Parvery... », art. cité, pp. 126-127. Personnage atemporel, le bourgeois représente à la fois « le seigneur qui privait le paysan de nourriture carnée en se réservant l'exclusivité du droit de chasse, ou propriétaire dans l'aisance, il lui vend le blé à prix d'or lorsqu'il est rare ou pratique l'usure à un taux prohibitif ». Dominique DANTHIEUX, *Le département rouge...*, ouv. cité, p. 177.

62. Pour une réflexion sur la formation des factions villageoises, se reporter à : François PLOUX, « Lutttes de factions à la campagne. L'exemple du Lot au 19^e siècle », dans *Histoire et sociétés rurales*, n° 22, 2^e semestre 2004, pp. 105-136.
63. C'est aux scrutins municipaux de 1900 et 1904 que s'applique le mieux cette remarque. En se référant aux étiquettes politiques usitées par les services préfectoraux, la gauche radicale, radicale-socialiste et socialiste détient, en 1904, 53 % des mairies (en pourcentage des maires) du département de la Haute-Vienne. Arch. dép. Haute-Vienne, 3 M 398 et 475.
64. *La France du Centre*, 28 janvier 1902.
65. Les grands propriétaires aristocrates délèguent leur place au conseil municipal à leur régisseur, ainsi à Nouic (canton de Mézières-sur-Issoire), le maire Albert Morel, régisseur du marquis des Monstiers-Mérinville, « partage avec son maître la haine de la République mais vivant en contact journalier avec les paysans il est dissimulé ». Arch. dép. Haute-Vienne, fiches de renseignements sur les maires et adjoints, 1904, 3 M 492. Le prestige des grands notables bourgeois conservateurs résiste mieux que celui de leurs homologues monarchistes. D'après Philippe Grandcoing, cela traduit les transformations des aspirations des électeurs qui ne sont pas insensibles à un élu à la fois proche de la société rurale et capable de jouer un rôle de médiateur avec la société englobante. Enrichi par l'industrie ou le commerce, le grand bourgeois peut œuvrer à la modernisation de sa commune. Philippe GRANDCOING, *Les demeures de la distinction. Châteaux et châtelains au 19^e siècle en Haute-Vienne*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 1999, pp. 348-360.
66. voir : Dominique DANTHIEUX, « Métayage et grande propriété foncière dans le département de la Haute-Vienne : entre utopie sociale et innovation agricole (fin 19^e-début 20^e siècle) », dans *Ruralia*, n° 14, 2004, pp. 75-94.
67. À sa sortie de bail, le métayer récupère une partie de la plus-value sur le prix du cheptel.
68. Pierre DESSALES, *L'agriculture du département de la Haute-Vienne en 1929-1934 : monographie agricole*, Limoges, Imprimerie Dupuy-Moulinier, 1935, p. 324.
69. Aimé PERPILLOU, *Cartographie du paysage rural limousin. Essai d'utilisation rationnelle des documents cadastraux*, Chartres, Imprimerie Durand, 1940, 2 volumes, 104 p.
70. *La Défense paysanne. Organe de la CNP*, mars 1933.
71. Pour un aperçu de la situation du monde rural limousin au début des années 1950, voir : Dominique DANTHIEUX et Philippe GRANDCOING, « Deux exemples d'innovation pour la race bovine limousine : l'amélioration par la sélection et le plein-air intégral (19^e-20^e siècles) », dans *L'innovation dans les campagnes limousines du Moyen Âge à nos jours*, Actes du colloque tenu à Veix (Corrèze) le 23 septembre 2004, à paraître aux Éditions des Monédières.
72. Arch. dép. Haute-Vienne, 986 W 778, rapport du 14 février 1949.
73. *Le Travailleur*, 17 février 1949.
74. Le 13 février 1949, un millier de personnes formant un cortège de 300 mètres s'assemblent devant les bâtiments d'un fermier frappé d'expulsion sur la commune de Dournazac. À Videix (canton de Rochechouart), une soixantaine de manifestants se battent contre la trentaine de gendarmes mobilisés pour une expulsion. Arch. dép. Haute-Vienne, 986 W 778, rapport du lieutenant Lamy, commandant la section de Rochechouart, 26 février 1951.
75. Sur le Comité de Guéret, voir : Catherine BALOCHE, *Le Comité de Guéret, monographie d'un groupe de pression agricole*, Mémoire de l'Institut d'études politiques de Toulouse, 1986. L'histoire du Comité de Guéret a fait l'objet d'une série d'articles dans *L'Union agricole*,

journal de la chambre d'agriculture de la Haute-Vienne, numéros parus du 24 septembre au 24 décembre 1993.

76. Ses premiers présidents, le creusois Charles Rouchon-Mazeirat (1953-1954) et le haut-viennois Jean Defaye, (1954-1964) se réclament d'opinions modérées.

77. 200 000 à 300 000 paysans ont bloqué la circulation dans 16 départements. En Haute-Vienne, les autorités ont comptabilisé 252 barrages et 15 000 manifestants.

78. Arch. dép. Haute-Vienne, 986 W 779, note des Renseignements généraux (RG), 15 octobre 1953.

79. Lors de la venue de Philippe Lamour à Limoges en décembre 1953, les communistes cherchent à faire pencher la décision en faveur de l'édification des barrages alors qu'une forte majorité souhaite surseoir aux barrages et se lancer dans une action politique. Arch. dép. Haute-Vienne, 986 W 779, note des RG, 11 décembre 1953.

80. Arch. dép. Haute-Vienne, 986 W 779, note des RG, 20 décembre 1953, extraits des instructions du PCF.

81. Arch. dép. Haute-Vienne, 986 W 779, note des RG, 23 décembre 1953.

82. Gilles CANDAR et Christophe PROCHASSON, « Le socialisme à la conquête des terroirs », dans *Le Mouvement social*, n° 160, juillet-septembre 1992, pp. 33-63.

83. Sur ce point voir : Dominique DANTHIEUX, *Le département rouge...*, ouv. cité, pp. 399-406.

84. Jules FRAISSEIX, *Au long de ma route...*, ouv. cité. Sur les sources biographiques, voir : Dominique DANTHIEUX, « Le communisme dans la Haute-Vienne dans l'entre-deux-guerres », dans *Archives en Limousin*, n° 21, mai 2003, pp. 34-40.

85. L'UFAL apparue en 1907 rassemble sous la direction du vieux leader radical, Camille Grellier, les syndicats agricoles communaux et cantonaux. Elle regroupe 40 000 adhérents en 1938. Sans développer explicitement un discours politique, ses syndicats furent parfois un élément de la pénétration républicaine.

86. La présence des communistes à la FDSEA explique l'absence du Mouvement de défense des exploitations familiales (MODEF) en Haute-Vienne, contrairement à la Corrèze où le syndicat est dès 1951 dirigé par Armand Boucheteil, maire (1948-1995) et conseiller général (1964-1994) de Saint-Maixent, adhérent des Jeunesses communistes dès 1936.

87. Arch. dép. Haute-Vienne 986 W 780, note des RG, 5 novembre 1957.

88. Treize cantons sont alors renouvelables, nous n'avons considéré que les onze candidats se soumettant aux électeurs des cantons ruraux. Biographies succinctes parues dans *L'Écho du Centre*, septembre-octobre 1951.

89. Pour une vision d'ensemble de cette problématique spécifique, voir : Julian MISCHI, *Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, Thèse de doctorat en science politique sous la direction de Marc Lazar, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 2002, 2 volumes, 1 077 f°.

90. Sur la transition générationnelle, voir : Alain CHAFFEL, *Les communistes de la Drôme. De l'euphorie de la Libération à la désillusion du printemps 1981*, Thèse de doctorat en histoire sous la direction de Yves Lequin, Université Lyon 2, 1997, publiée sous le titre : *Les communistes de la Drôme de la Libération au printemps 1981 : de l'euphorie à la désillusion*, Paris/Montréal, Éditions L'Harmattan, 1999, 323 p.

91. C'est aussi sur le plateau de Millevaches que se tient régulièrement le Forum social du Limousin où se rassemble la mouvance altermondialiste locale.

RÉSUMÉS

Les départements limousins, Corrèze et Haute-Vienne surtout, furent des bastions militants et électoraux du Parti communiste français dès son apparition. Le communisme, à son apogée sous la IV^e République, s'était en effet installé dans les campagnes dès les années 1920. Selon tout un courant historiographique local, cette inclination aurait résulté d'une culture locale rebelle, rétive à toute forme d'autorité imposée de l'extérieur et peu perméable aux influences exogènes. Protestations anti-étatiques du 19^e siècle et Résistance antifasciste des années sombres ne seraient donc que les manifestations d'une même tradition. Celle-ci se retourne d'ailleurs contre les appareils politiques qui l'avaient investie et nombreuses sont, en Limousin, les scissions entre des leaders communistes et le Parti, de Georges Guingouin à Marcel Rigout. Ces dirigeants s'appuient fortement sur les campagnes auxquelles les rattachent leurs origines ainsi que leurs parcours professionnel et politique. À côté de cette histoire fortement déterministe, orientée vers les phénomènes scissionnistes, il s'agissait de considérer les phénomènes d'adhésion et d'implantation en recomposant les étapes du cheminement des paysans limousins vers le communisme. Si la part du « culturel » s'avère non négligeable, il convient de la replacer dans un « temps long » de la vie politique locale et prendre ainsi en compte les mutations d'un mouvement plus ouvert sur l'extérieur qu'on ne veut bien le reconnaître. Parallèlement, cette histoire résume les relations complexes unissant le monde paysan à la société englobante. Elle trace également les origines d'une thématique contemporaine de la « résistance sociale » - dont le communisme rural a pu ouvrir une voie parmi d'autres - car cette « tradition rebelle » a été revendiquée par d'autres courants de la gauche où elle sert d'argumentaire à un discours teinté d'esprit libertaire.

Dominique DANTHIEUX, Rural Communism in Limousin: From a Protesting Tradition to the Logics of Social Resistance (From the End of the 19th Century to the 60's)

The départements composing the region of Limousin, especially the Corrèze and the Haute-Vienne, were from its very beginnings strong bastions of the French Communist Party (PCF). French communism, at its highest during the Fourth Republic (1946-1958), had actually conquered rural areas since the 20's. According to local historiography, this success could be explained by a deep local tradition of rural contest, directed against any authority, but especially against external powers. Anti-state protests of the 19th century and anti-fascist resistance during World War 2 would then be testimonies of the same cultural roots. In fact, this tradition has a retroactive effect on the political organizations that once could take benefit of it, what can be seen with the many examples of splits between local communist leaders (like Georges Guingouin or Marcel Rigout) and the party itself. Those local leaders strongly rely on rural areas, where they have their own roots and professional and political links. Apart from this quite determinist history, our aim was to consider the phenomenons of implementation and membership, by the rendering of the stages marking the way to communism taken by the peasantry of Limousin. If cultural aspects take an important part in the process, this one has to be put back in the long history of local politics, attention being paid to a movement far more open than usually thought. In the same time, this history can enlighten the relationship between the world of peasantry and modern society. One could also find there arguments on the origins of social resistance,

communism being only one way, not the only one. This « rebel tradition », however, is proclaimed by other left-wing movements, and can today show libertarian colours.

INDEX

Index chronologique : XXe siècle

Index géographique : Haute-Vienne, Corrèze